



# En attendant la rue, le ras-le-bol sature la Toile

## L'ESSENTIEL

- Sur les réseaux sociaux, les coups de gueule s'amplifient : l'impasse politique crispe la Toile.
- L'appel à une mobilisation lancée depuis la VUB mettra-t-il fin à des mois d'apathie ?
- La demande citoyenne de mise en place d'un gouvernement devient en tout cas de plus en plus pressante.



JUSQU'ICI, sur le campus de l'ULB, à part la « flash mob » de novembre, il n'y a pas eu de mobilisation. © T. BLAIRON.

Après 213 jours de négociations qui n'en finissent plus de s'embourber, les signes de ras-le-bol se multiplient. Dans les trois Régions d'un Royaume privé de vrai gouvernement depuis le printemps dernier, l'indifférence et l'apathie des derniers mois font place aux coups de gueule. Aux cris d'indignation lancés à une classe politique priée de trouver, enfin, un accord.

Ce début d'exaspération s'exprime sous toutes les formes. Sur YouTube, où l'appel de Kris Janssens, un journaliste de la VRT, cartonne. Il termine son message vidéo en tonnant en néerlandais : « Dans n'importe quelle république bananière, les gens seraient dans la rue. Chez nous, on reste sagement dans son fauteuil. Mais bon sang, qu'est-ce que vous attendez pour prendre un francophone par la main et l'emmener manifester ? »

Sur la Toile, aussi, on râle : l'appel d'un publicitaire de l'agence

Guillaume Duval à camper virtuellement devant le 16, rue de la Loi, a, en deux jours, déjà été reçu par plus de 15.000 internautes.

Et puis, dans le monde réel, il y a surtout cet appel à la manifestation, le 23 janvier, à Bruxelles. Lancé par Simon Vandereecken, un étudiant de la VUB, il pourrait être suivi par d'autres universités. Les promoteurs du mouvement s'y emploient activement. « Nous avons

« Pour les universités, la date du 23 janvier est très mal choisie. Mais sait-on jamais ? Il est très difficile d'anticiper l'ampleur des mouvements sociaux » Pascal Delwit, politologue (ULB)

déjà eu des contacts avec les universités de Liège, les fucs de Namur, l'ULB et l'UCL. Mais nous attendons l'autorisation officielle du bourgmestre de Bruxelles avant de lancer la campagne d'affichage », explique Vandereecken dont l'agacement face à l'immobilisme politique ambiant est partagé, selon lui,

par nombre d'autres jeunes étudiants : « Notre site web a déjà relevé l'inscription de 6.000 personnes. Et 35.000 visites ont été enregistrées en deux jours. »

Ces initiatives spontanées seront-elles relayées et appuyées par des organisations plus structurées ?

A la FEF - la Fédération des étudiants francophones -, on n'a pas encore pris position. « On y réfléchit », souligne Michael Verbauwede, son président. Ce ne serait pas la première fois que la FEF manifeste sur ce terrain, notamment lorsqu'il s'est agi de rappeler notre attachement à l'unité de la Belgique. Nous déciderons d'une participation à cette manifestation dans les jours à venir. Mais je peux déjà vous dire que je battrais personnellement le pavé de la capitale ce jour-là. » Ceux qui ont rallié le mouvement lancé par les étudiants de la VUB (lire ci-contre) rêvent d'y en-

tre, outre les jeunes, les organisations syndicales. Même si leurs liens avec les partis, toujours priés d'arracher un consensus, risquent de rendre leur participation aléatoire. Anne Demelenne, la secrétaire générale de la FGTB, précise toutefois : « Les jeunes de la FGTB ont été contactés et sont sensibilisés à la démarche. Ils n'hésiteront pas à participer. A l'heure actuelle, nous sommes braqués sur les négociations interprofessionnelles - qui doivent se conclure le 18 janvier. Mais, croyez-moi, la FGTB reste très attentive et, si les négociations devaient toucher aux outils de la solidarité, nous n'hésiterions pas à réagir. »

En 2007, lors des négociations de l'Orange bleue, Marie-Claire Houard, la « Madame Belgique », était parvenue à rassembler 35.000 personnes. A l'époque, le drapeau belge flottait sur de nombreux immeubles bruxellois. Après des mois d'apathie, 2011 annonce-t-il un réveil citoyen ?

Pascal Delwit, politologue à l'ULB, tempère : « Cet appel est lancé par des étudiants de la VUB, en région bruxelloise. Et leur revendication est très générale : demander aux présidents de parti de trouver une solution... C'est simpliste. Ce que j'ai vu à l'ULB, c'est qu'à part la "flash mob" contre le nationalisme en novembre, il ne s'est pas passé grand-chose. Mais, en même temps, les étudiants discutent beaucoup de la crise politique. Si cela ne génère pas un mouvement, c'est parce qu'il n'est pas simple de cristalliser. Quel sera le slogan ? Mais c'est vrai ; quelque chose bascule : les acteurs socio-économiques commencent à monter au créneau. Je ne crois pas à la naissance d'un mouvement social durable. Dans les universités, en tout cas, la date est très mal choisie, pour cause d'exams. Mais sait-on jamais ? Par définition, il est très difficile d'anticiper l'ampleur des mouvements sociaux. »

Dirk Vanoverbeke

« Il existe un énorme sentiment de frustration chez les jeunes »

ENTRETIEN  
Un groupe d'amis, réunis autour de Felix De Clerck, le plus jeune fils du ministre de la Justice sortant, Stefaan De Clerck (CD&V), ont décidé d'exprimer leur ras-le-bol face à l'enlèvement politique. Ils projetaient d'organiser une manifestation le 23 janvier pour appeler les politiques à former un gouvernement. « Quand nous avons découvert l'initiative des jeunes de la VUB (lire ci-contre) appe-



FELIX DE CLERCK : « Nous en avons assez. A vous, politiques, de résoudre le problème. »

lant à manifester le 23 janvier à Bruxelles, la date que nous avions nous-même programmée sur Facebook, nous avons pris contact avec eux et décidé d'unir nos forces et de marcher à leurs côtés. »

Vous vous attendez une grosse mobilisation ? Elle pourrait rassembler 500... ou 50.000 personnes. J'y crois : je perçois un énorme sentiment d'insatisfaction et de frustration parmi les jeunes. Dans la mesure où cet appel émane d'un mouvement apolitique, beaucoup de jeunes citoyens pourraient s'y inscrire. Notre appel n'est ni pro-belge, ni pro-flamand. Nous laissons ce choix aux politiques. Nous réclamons la mise sur pied d'une gouvernance. Voilà des années que le communautaire nous empoisonne. Peu importe que la loi soit élaborée en Flandre, en Belgique ou en Europe. Ce qui compte, c'est la décision. Aujourd-

huit, c'est le vide. C'est comme un couple qui déciderait d'aller du point A au point B sans parvenir à s'accorder sur la couleur de la voiture qu'il utilisera. C'est très frustrant, après sept mois. Vous comprenez l'apathie de la population ? Ces trois années de discussions interminables l'ont assommée. Mais, en même temps, si tout le monde exprime son ras-le-bol, tout le monde en parle tout le temps aussi, chacun a une opinion sur le sujet. Nous tentons de capter cette émotion collective pour la transformer en mobilisation et en action. Les jeunes sont restés très calmes jusqu'ici, comme s'ils se sentaient exclus de ce débat. Aujourd'hui, nous voulons donner ce signal, expliquer aux politiques qu'il en va aussi de leur avenir. Vous en voulez à l'ancienne génération de politiques, dont votre père fait partie ? Je ne veux pas caricaturer - ni cibler un responsable ou un parti. Je constate simplement qu'« ils » ne parviennent pas à aboutir. ■

Propos recueillis par DIRK VANOVERBEKE

## Régis Dandoy (ULB) : « J'ai des doutes sur leur succès »

ENTRETIEN  
Régis Dandoy est politologue au Cevipol, le centre d'études de la vie politique de l'ULB.

Cette apathie des Belges par rapport à la crise vous étonne ? Lors de la dernière crise, celle de 2007, on avait vu fleurir des drapeaux belges sur les façades, surtout à Bruxelles. Puis il y avait eu cette manifestation pour la défense de la Belgique, organisée par Marie-Claire Houard, réunissant 30.000 à 35.000 personnes dans les rues de Bruxelles. Beaucoup ont été déçus de voir que cela n'avait pas débouché sur grand-chose. En 2007, on n'est pas du tout dans le même schéma : pas de drapeaux, pas de mobilisation de masse. Même après 212 jours, rien. Si ras-le-bol il y a, il reste au niveau privé. Mais ça commence... Bof... Quand on compare à d'autres pays, au bout de six mois, c'est

quand même très, très tard et très peu. Peut-être parce que nous sommes habitués à ce genre de crises sans fin... Le citoyen belge s'intéresse davantage à des questions socio-économiques. Il se mobilise pour les droits humains, l'environnement, les animaux, etc. Mais pour le politique, très peu. On ne peut pas faire les deux à la fois. Pour les questions communautaires, il n'y en a plus eu depuis la crise de Louvain. Dans d'au-

« LE BELGE se mobilise surtout pour des raisons socio-économiques et tout ce qui touche à l'international », estime Régis Dandoy. © D.R.

tres pays européens comme l'Espagne ou l'Italie, on descend très vite dans la rue pour des questions politiques. En Belgique, il n'y a pas non plus de mobilisation inverse, c'est-à-dire pour l'indépendance ou le nationalisme. Cela montre que cette passivité par rapport à la crise est partagée par l'ensemble de la population. Ces appels à manifester le 23 janvier ou à camper virtuellement rue

de la Loi, veulent faire bouger les politiques plutôt que défendre la Belgique. Nouveau ? Il y a bien eu quelques appels à la mobilisation au début de la crise, mais ils n'ont rien donné. La préservation de la Belgique dans sa formule actuelle n'attire pas. On constate depuis deux à trois semaines, l'émergence de cette « nouvelle formule ». La question qu'on peut se poser est celle de la récupération populiste de ce mouvement contre une classe politique qui ne répond plus aux aspirations du peuple. Ces initiatives sont surtout virtuelles... Pour quelle raison ? Sans doute pour des questions de moyens. Des nouvelles voies de mobilisation sont tentées sur internet, cela ne coûte pas grand-chose... Il n'y a pas de société civile bien organisée derrière ces initiatives citoyennes plutôt individuelles. On fait ça sur son temps libre avec ses petites économies. Et puis, il n'y a

pas non plus beaucoup de relais dans les médias. Personnellement, j'ai des doutes sur leur succès car je ne vois pas en quoi ces mouvements parviendraient à capter l'attention de la population. Qui n'est pas apathique, mais qui ne s'intéresse pas à ces questions linguistiques et communautaires. Je ne vois pas pourquoi ce serait davantage le cas aujourd'hui qu'hier. Mais pourquoi tout à coup maintenant, après plus de 200 jours ? Parce qu'on a battu le record de 2007. Il n'y a pas eu de gouvernement pour Noël et la crise n'est pas près d'être résolue. Cela ne rassure pas, c'est un aspect psychologique important. Mais ce n'est pas encore suffisamment dramatique pour descendre dans la rue. Et comme, économiquement, cela ne va pas si mal, il n'y a pas d'impact sur le portefeuille du Belge. ■

Propos recueillis par PHILIPPE DE BOECK

CARREFOUR market

GB

ACTION VALABLE DANS TOUS LES CARREFOUR MARKET ET GB DU MERCREDI 12/01 AU SAMEDI 15/01/2011 INCLUS.

**125 €**  
le kilo

CLEMENTINES  
en vrac  
origine: Espagne

**1+1 GRATIS**  
**5,99 €\***  
les 2 bouteilles

CHÂTEAU TOUR SAINT GERMAIN  
AOC Côtes de Bordeaux - Blaye  
rouge, MO 2009  
prix normal 75cl: 5,99 €

**6+6 GRATIS**  
**7,59 €\*\***  
le kilo

SAUCISSES PORC ET VEAU  
barquette de 6 pièces

**16 €**  
le kilo

SOLES NETTOYÉES  
6 à 7 pièces par kg  
pêchées en Océan Atlantique Nord-Est,  
Egalement disponible:  
soles 6/7 non-nettoyées  
à 12 € le kilo

Prix valables uniquement chez Carrefour Market et GB en Belgique du 12/01 au 15/01/2011 inclus. Offres valables jusqu'à épuisement des stocks, par quantités normales et sauf erreur d'impression. Prix TVA comprise. \* Début à la caisse, le prix affiché tient déjà compte de la remise. \*\* La barquette la moins chère sera déduite à la caisse. E.R. - V. Desmet, Carrefour Belgium, 20 Avenue des Olympiades, 1140 Evere.